

Brochure n° 3081

Conventions collectives nationales

**INDUSTRIES DE CARRIÈRES
ET DE MATÉRIAUX**

IDCC : 87. – **Ouvriers**

IDCC : 135. – **Employés, techniciens et agents de maîtrise**

IDCC : 211. – **Cadres**

(12^e édition. – Décembre 2005)

AVENANT N° 34 DU 30 MARS 2006

RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS MINIMALES GARANTIES AU 1^{ER} AVRIL 2006

NOR : *ASET0650565M*

IDCC : 135

Entre :

L'union nationale des industries de carrières et matériaux de construction (UNICEM), agissant tant pour son compte qu'au nom et pour le compte de la fédération de l'industrie du béton, du syndicat des fabricants d'isolants en laines minérales manufacturées, de l'association syndicale professionnelle minéraux industriels France pour ce qui concerne exclusivement les producteurs de silice pour l'industrie,

D'une part, et

La fédération nationale des salariés de la construction et du bois CFDT ;

Le syndicat national de l'encadrement des industries des ciments, carrières et matériaux de construction (SICMA) CFE-CGC ;

La fédération BATIMAT-TP CFTC,

D'autre part,

dans le cadre de la convention collective nationale relative aux conditions de travail des ETAM des industries de carrières et matériaux de construction du 12 juillet 1955, et en application de l'annexe nationale de salaire du

25 juin 1957 et de l'accord national portant sur les salaires minimaux des ETAM du 23 janvier 1992, il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Salaires minimaux garantis

Les salaires minimaux mensuels garantis des ETAM correspondant à un horaire de 35 heures par semaine (151,67 heures par mois) ou de 35 heures en moyenne sur l'année ne peuvent être inférieurs aux montants ci-après :

(En euros.)

NIVEAU	COEFFICIENT	SALAIRE MINIMAL mensuel garanti base 35 heures
I	130	1 225
	140	1 230
	150	1 237
II	160	1 243
	170	1 255
	185	1 270
	200	1 340
III	220	1 430
	240	1 530
	260	1 630
	280	1 720
IV	300	1 820
	320	1 930
	340	2 050

Article 2

Les salaires minimaux garantis déterminés à l'article 1^{er} comprennent l'indemnité différentielle de réduction du temps de travail éventuellement versée par l'entreprise.

Ils englobent en outre les avantages en nature, les primes et autres avantages à caractère permanent, à l'exclusion des indemnités pour remboursement de frais, des primes d'ancienneté et d'assiduité, les libéralités à caractère aléatoire, et des véritables primes de productivité, telles qu'elles sont définies par les décrets des 20 mai et 17 septembre 1955, ou qui répondent à la définition de ces primes donnée par ces textes.

Article 3

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises au regard de l'article 1^{er} du présent accord est de relever, s'il y a lieu, les salaires qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux mensuels garantis fixés à l'article 1^{er}.

Article 4

Le présent accord entre en vigueur au 1^{er} avril 2006.

Les parties signataires conviennent de se réunir le 28 novembre 2006 pour réexaminer les salaires minimaux définis au présent accord, notamment en fonction de l'évolution du SMIC.

Article 5

Le champ d'application du présent avenant est identique à celui de la convention collective du 12 juillet 1955.

Article 6

Le présent accord sera déposé à la direction départementale du travail et de l'emploi, en un nombre suffisant d'exemplaires, en vue de son extension.

Article 7

Toute organisation syndicale représentative non signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès de l'organisme compétent. Elle devra également aviser, par lettre recommandée, toutes les organisations signataires.

Fait à Paris, le 30 mars 2006.

(Suivent les signatures.)